

**Une voix:** Où est-il maintenant?

**L'hon. M. Pickersgill:** Si nous avons été remis au pouvoir,—ce qui n'a pas été le cas,—le Parlement se serait réuni en août, et non pas en octobre et ces mandats n'auraient pas été nécessaires. Autrement dit, il n'y aurait eu aucune imprévoyance ni imprudence. La disposition supplémentaire ne s'est révélée nécessaire qu'au mois d'août. Les brefs ont été rapportés en août et il n'y avait aucune raison, si ce n'est la situation politique du gouvernement, pour que le Parlement ne fût pas convoqué en août.

**L'hon. M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce):** L'honorable député me permettrait-il de lui poser une question?

**L'hon. M. Pickersgill:** Certainement. Je n'ai jamais refusé qu'on me pose des questions, contrairement aux honorables députés d'en face.

**L'hon. M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce):** L'honorable député pourrait-il nous dire où il se proposait de loger le Congrès postal universel, que l'ancien gouvernement avait décidé de faire venir ici à ce moment-là?

**L'hon. M. Pickersgill:** S'il eût été nécessaire, afin d'assurer le maintien du service public du pays, de trouver d'autres locaux pour le Congrès postal universel, nous les aurions trouvés. Si les honorables députés avaient réellement voulu s'occuper des affaires publiques du pays au lieu de se rendre à divers cirques, stampedes et autres choses du genre pendant l'été, rien ne les en empêchait. On n'a jamais présenté à la population de pire excuse que celle que le ministre des Postes vient d'essayer de présenter. Je dirai plus, monsieur le président: si le Parlement s'était réuni en août pour s'occuper méthodiquement des affaires laissées en suspens depuis la session précédente, la présente session serait terminée depuis longtemps et l'excuse que nous ont présentée le premier ministre et d'autres honorables députés d'en face à propos d'autres prolongeant une session qu'eux-mêmes ont prolongée...

**Une voix:** Il semble que vous ne lisiez pas le hansard.

**L'hon. M. Pickersgill:** ...n'aurait pas pu être invoqué. Il aurait été très simple de réunir le Parlement en août dernier, de présenter le reste des crédits, de terminer cette courte session, de convoquer une session régulière d'une manière appropriée et d'accomplir les travaux que le gouvernement avait prévus avant de devenir gouvernement. Il est possible que s'il avait agi de cette manière, raisonnable comme mon ami, le très honorable député de Melville le recommandait en octobre, il n'aurait pas eu

tous les ennuis qu'il a eus durant cette législature.

Je crois que je m'écarte un peu...

**L'hon. M. Churchill:** Il ne fait pas de doute à ce sujet!

**L'hon. M. Hees:** C'est la seule chose sensée que vous ayez dite.

**L'hon. M. Pickersgill:** Je me suis un peu éloigné des prévisions du ministère et je tiens à me conformer au Règlement.

**L'hon. M. Hees:** Vous enfreignez toujours le Règlement.

**M. Cardiff:** Quand vous conformez-vous au Règlement?

**M. Tucker:** Attendez que le silence soit rétabli.

**L'hon. M. Pickersgill:** Comme le ministre des Finances a mentionné la prévoyance de l'administration précédente à l'égard de ce poste particulier des crédits à l'étude et comme le ministre suppléant de la Citoyenneté et de l'Immigration a, l'autre soir...

**L'hon. M. Hees:** Vous êtes hors d'haleine, —un peu plus fort!

**L'hon. M. Pickersgill:** ...exprimé certains doutes sur les conclusions que j'avais tirées en avril dernier et qui me poussaient à émettre un ordre de ne plus donner de visas pour placement général après le 31 juillet, ce qui se rattache directement à cette question, car c'est, comme le ministre l'a lui-même déclaré, le volume de l'immigration qui a nécessité le mandat en premier lieu, et le crédit en second lieu...

**L'hon. M. Fulton:** Non, je n'ai pas dit cela.

**L'hon. M. Pickersgill:** C'est certes l'impression que nous avons eue et il serait très difficile de donner aux paroles du ministre une autre interprétation.

**L'hon. M. Fulton:** Si l'honorable député veut se reporter aux débats du 30 janvier, il trouvera la réponse à sa question. Par suite de l'imprévoyance de l'ancien gouvernement, qui, quand il exerçait le pouvoir, n'a pas conclu avec les provinces des accords qui nous auraient assuré une autorisation permanente à l'égard de la dépense de fonds.

**L'hon. M. Pickersgill:** Je ne crois pas que les explications de l'honorable député puissent s'appliquer à cette somme entière de huit millions, loin de là. De fait, je suis persuadé du contraire.

**L'hon. M. Fulton:** Mon honorable ami oublie qu'il avait prévu des crédits supplémentaires de neuf millions qui nous auraient assuré les fonds nécessaires. C'est à cause